



This document is a review of major human rights and democracy stories in the news in countries covered by the OHCHR Central Africa Regional Office. It is intended to inform stakeholders on human rights related developments in major news media in the sub region. The references of the proposed summaries are indicated in brackets to allow the recipients not only to possibly continue reading but also to understand that these choices do not imply the approval of the OHCHR Regional Office. Its content therefore does not reflect the views of OHCHR or that of the United Nations.

Droit à la Santé – Actualités liés au COVID-19

Congo: Covid-19 – Dix millions de doses de vaccins destinées à l'Afrique

[Les Dépêches de Brazzaville](#)

31 Août 2021 – La France a annoncé, le 30 août, qu'elle va fournir, dans les trois prochains mois, dix millions de doses de vaccins contre la covid-19 aux pays membres de l'Union africaine pour accélérer la couverture vaccinale à l'échelle mondiale.

Les vaccins des laboratoires Pfizer-BioNTech et AstraZeneca seront alloués et distribués dans le cadre de l'initiative du « Fonds africain pour l'acquisition de vaccins » et du programme Covax d'accès mondial à un vaccin contre la covid-19. [...] (consulté en ligne sur <https://www.adiac-congo.com/content/covid-19-dix-millions-de-doses-de-vaccins-destinees-lafrique-130105> le 31 août 2021).

Congo: Covid-19 – Brazzaville reçoit des USA un don de plus de 300 000 doses de vaccins

[VOA](#)

31 Août 2021 – Le gouvernement congolais a reçu vendredi 27 août un lot de 302.400 doses de vaccin Johnson & Johnson, un don du gouvernement américain. La République du Congo compte ainsi accélérer sa campagne de vaccination contre le Covid-19 pour atteindre le plus de monde.

Ce don arrive au moment où le Congo est en pleine campagne de vaccination. Les doses de Johnson & Johnson vont également permettre de régler le problème de diversité des vaccins tel que le demande une partie de la population. [...] (consulté en ligne sur <https://www.voaafricaine.com/a/coronavirus-brazzaville-re%c3%a7oit-un-don-de-plus-de-300-000-doses-de-vaccins-covid-des-usa/6018693.html> le 31 août 2021).

FOCUS SUR LA DISPARITION DE HISSÈNE HABRE

Chad: Deposed Dictator Hissène Habré Passed Away in Prison – Here's the Legacy of His Trial

[The Conversation](#)

30 August 2021 - ANALYSIS - Chad's former head of state, Hissène Habré, who has died at the age of 79, was serving a life sentence in Senegal following his conviction for war crimes, crimes against humanity and torture. Habré was tried by a specially constituted tribunal set up by an agreement between the African Union, Senegal and Chad. Staffed mostly by local judicial professionals, it investigated crimes committed in Chad from 1982 to 1990 while Habré was in power. Tribunal investigators travelled to Chad four times and collected thousands of interviews which informed Habré's prosecution and 2016 conviction.

The tribunal was unprecedented. It represented Africa's first locally produced international criminal law, its first application of universal jurisdiction, and its first judicial challenge to a former dictator's quiet retirement.

Habré's trial and conviction were significant and legally innovative in many ways. And his trial and conviction was great news for international criminal law, in part because it was some of the only good news for the field in the past decade. [...] (Accessed online at <https://theconversation.com/chads-deposed-dictator-hissene-habre-passed-away-in-prison-heres-the-legacy-of-his-trial-166979> on 31 August 2021).

Sénégal : Michelle Bachelet – « La mort de Habré ne constitue pas un obstacle à l'indemnisation des victimes »

Le Soleil

28 Août 2021 – Le décès à Dakar, le 24 août dernier, de Hissène Habré, ancien Président du Tchad condamné à perpétuité pour, entre autres, crimes de guerre et de torture, ne peut pas empêcher l'indemnisation des victimes. C'est la conviction du Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme.

GENEVE - Pour le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, le fait de juger Hissène Habré en Afrique constitue un « accord sans précédent entre le Sénégal et l'Union africaine et un exemple historique de leadership régional et de volonté de lutter contre l'impunité des crimes internationaux ». Interpellée hier par « Le Soleil » sur le sort des victimes et les conséquences possibles de la lutte contre l'impunité suite au décès, le 24 août dernier, à Dakar, de Hissène Habré, ancien Président du Tchad, Michelle Bachelet, précise que les victimes peuvent être indemnisées. « Il est important de rappeler que le décès de Hissène Habré ne constitue en aucun cas un obstacle à la mise en œuvre du fonds fiduciaire et à l'indemnisation des victimes. Au contraire, cette information rappelle aux États et entités régionales compétentes leur responsabilité vis-à-vis des victimes, dans le cadre des réparations, du devoir de mémoire et des garanties de non-répétition », affirme-t-elle. [...] (consulté en ligne sur <http://lesoleil.sn/michelle-bachelet-haut-commissaire-aux-droits-de-lhomme-la-mort-de-habre-ne-constitue-pas-un-obstacle-a-lindemnisation-des-victimes/> le 31 août 2021).

Sénégal : Inhumation de Hissène Habré – Ainsi finissent les dictateurs

Le Pays

26 Août 2021 – ANALYSE – Décédé à Dakar, le 24 août dernier, des suites du Covid-19, l'ancien président tchadien, Hissène Habré, a été porté en terre le 26 août 2021, dans la capitale sénégalaise. C'était en présence des membres de sa famille qui ont visiblement préféré cette option à celle du rapatriement du corps dans son pays natal, pourtant autorisée par les autorités de N'Djamena. Et on peut les comprendre. Surtout quand on sait les exigences et autres désaccords qui ont entouré cet éventuel rapatriement du corps de l'ex-chef d'Etat. Notamment les incertitudes liées à sa réhabilitation exigée par sa famille et surtout à l'éventuel accueil des parents des victimes qui attendent encore de savoir à quelle sauce de dédommagement, si dédommagement il y a encore, ils seront mangés. Rien ne dit, en effet, que le cortège funèbre n'aurait pas pu être chahuté voire plus. C'est dire si avec cet ultime acte de sa vie sur terre, Hissène Habré retourne dans l'au-delà pour répondre devant la Justice de Dieu, à la suite de celle des Hommes qui l'a condamné à la perpétuité pour crimes contre l'humanité durant sa dizaine d'années de règne dans son pays, de 1982 à 1990. [...] (consulté en ligne sur <https://lepays.bf/inhumation-de-hissene-habre/> le 31 août 2021).

Tchad : Goukouni Weddeye – Hissène Habré « reste un homme d'Etat dans l'histoire tumultueuse de notre pays »

RFI

25 Août 2021 - Hissène Habré, qui dirigea le Tchad entre 1982 et 1990, est décédé hier, mardi 24 août, au Sénégal. Il y purgeait une peine de prison à perpétuité, après sa condamnation en 2016 pour crimes contre l'humanité par une juridiction africaine. Hissène Habré a été un allié et le ministre de la Défense de l'ex-dirigeant Goukouni Weddeye, qui a été à la tête du gouvernement d'union nationale créé en 1979. Les deux hommes sont ensuite devenus des adversaires, et Hissène Habré a pris le pouvoir en renversant Goukouni Weddeye en 1982. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210825-goukouni-weddeye-hiss%C3%A8ne-habr%C3%A9-reste-un-homme-d-%C3%A9tat-dans-l-histoire-tumultueuse-de-notre-pays> le 31 août 2021).

Tchad : Polémique autour du lieu d'enterrement de Hissène Habré – Même mort, l'ex-dictateur continue de diviser

25 Août 2021 – ANALYSE – La dépouille mortelle de l'ex-dictateur tchadien, Hissène Habré, alimente la polémique, à tel point que l'on peut se demander légitimement où il sera inhumé. En effet, c'est à une véritable passe d'armes que l'on assiste entre les autorités de la Transition au Tchad et la famille du défunt quant au lieu probable d'inhumation de l'ancien pensionnaire de la prison du Cap Manuel. En effet, le pouvoir tchadien se dit favorable au rapatriement du corps de l'ancien chef de l'Etat mais se refuse à lui organiser des obsèques officielles. Cette attitude de Mahamat Idriss Deby, le numéro un de la Transition, qui a refusé de racheter la vieille bagarre de son défunt père et qui a présenté, malgré tout, ses « sincères condoléances à sa famille et au peuple tchadien », semble donner de l'urticaire à la famille de Hissène Habré qui, par la voix de son avocat, a fait comprendre au régime tchadien qu'elle ne lui demande rien. La première épouse du tortionnaire conditionne même le rapatriement de la dépouille mortelle de son mari à une réhabilitation politique de ce dernier. Si l'on peut saluer l'attitude de l'Exécutif tchadien qui fait preuve de hauteur d'esprit en ne refusant pas le retour de la dépouille de l'ancien chef de l'Etat pour reposer sur la terre de ses ancêtres, l'on imagine difficilement comment il peut accéder à la requête formulée par sa famille. [...] (consulté en ligne sur <https://lepays.bf/polemique-autour-du-lieu-denterrement-de-hissene-habre/> le 31 août 2021).

Tchad : Les victimes de Hissène Habré ne démordent pas

DW

25 Août 2021 – Les victimes du régime Habré se demandent toujours si elles seront dédommagées et beaucoup s'interrogent sur la poursuite de leur lutte.

C'est un sentiment partagé par beaucoup de victimes des crimes du régime de l'ancien président Hissène Habré : celles-ci regrettent qu'il soit mort avant leur indemnisation. [...] (consulté en ligne sur <https://fr.allafrica.com/stories/202108260273.html> le 31 août 2021).

Tchad : L'ancien président Hissène Habré emporté par le COVID-19 au Sénégal

AllAfrica

24 Août 2021 - La nouvelle est tombée comme un couperet. Hissène Habré est mort. L'information passe en boucle à travers les médias sénégalais depuis la matinée de ce mardi 24 août. L'ancien président tchadien serait emporté par le Covid-19.

L'ancien président du Tchad est décédé, ce mardi 24 août 2021, des suites d'une contamination au coronavirus. Dans un communiqué parvenu à la presse, son épouse confirmait son statut virologique.

Mme Fatimé Raymonne Habré qui toujours était au premier plan dans la défense de son défunt époux contre ses détracteurs, indiquait dans le document que son mari était encore conscient et que des médecins s'étaient mobilisés pour prendre soin de lui.

De même, confie-t-elle, le Président du Sénégal, Macky Sall, aurait immédiatement mobilisé les moyens nécessaires pour la prise en charge de Habré. [...] (consulté en ligne sur <https://fr.allafrica.com/stories/202108240472.html> le 31 août 2021).

AUTRES ACTUALITES

Burundi: Murwi – 10 orpailleurs morts et 8 blessés dans des éboulements

IWACU

31 Août 2021 – C'est ce lundi 30 août que les informations sur la disparition, suite aux éboulements, d'un groupe d'orpailleurs clandestins partis à la recherche de quelques pépites d'or sur la colline de Gisabo, dans la zone Buhindo, en commune Murwi de la province de Cibitoke, ont commencé à filtrer.

Ces éboulements ont également fait une dizaine de blessés. Cet accident serait survenu dans la nuit du week-end dernier. Selon des sources locales, les familles de ces orpailleurs sont dans le désarroi.

La plupart de ces hommes n'appartiennent à aucune coopérative d'extraction des mines. Et ils profitent de la nuit pour s'introduire dans des galeries creusées sans fortification, ce qui augmente le risque d'accidents. [...]

(consulté en ligne sur <https://www.iwacu-burundi.org/murwi-10-orpailleurs-morts-et-8-blesses-dans-des-eboulements/> le 31 août 2021).

Burundi: Corruption dans le système judiciaire - Quid du traitement après un bon diagnostic ?

IWACU

30 Août 2021 – Le président de la République rencontre, ce mardi, l'appareil judiciaire du Burundi. A cette occasion, il a accusé les magistrats de tous les maux : la corruption, la violation des droits humains, les investisseurs bloqués, etc. Dans son ensemble, l'opinion se félicite du discours. Mais les Burundais veulent des actes, des décisions.

C'est vrai, le discours était incisif, sans langue de bois. Le président a parlé aux magistrats du ras-le-bol de la population. Pour Evariste Ndayishimiye, une fable de La Fontaine illustre parfaitement ce qu'est la justice burundaise. « La raison du plus fort est toujours la meilleure ».

Il a rappelé qu'à chaque déplacement, dans toutes les collines du pays, la population ne manque pas de se plaindre d'avoir été victime d'un système judiciaire corrompu et injuste. Selon les enquêtes de la présidence, il y a plus de 200 mille dossiers pendants en justice. Confirmation de l'ombudsman burundais qui selon les études de son Bureau, plus de 82 pour cent de la population dit ne pas faire confiance à la justice. Pour le chef de l'Etat, il faut que la donne change. [...] (consulté en ligne sur <https://www.iwacu-burundi.org/quid-du-traitement%e2%80%89apres-un-bon-diagnostic/> le 31 août 2021).

Cameroun: Inondations – Greenpeace exige une réponse efficace et rapide de la part du gouvernement

Greenpeace International

31 Août 2021 – COMMUNIQUÉ DE PRESSE – Yaoundé, 30 Août 2021: Le Cameroun ploie sous l'eau chaque saison des pluies. Greenpeace Afrique interpelle le gouvernement et l'appelle à mettre en place un plan de gestion des risques et catastrophes efficace.

Le retour des pluies ce mois d'août a été à l'origine de plusieurs inondations dans trois régions du Cameroun (Littoral, Extrême-nord et Adamaoua.) Les bilans font état d'au moins deux morts et plusieurs dégâts matériels. Face à cette situation qui semble s'empirer au fil des ans, les réponses du gouvernement camerounais semblent ne pas endiguer la saignée. Et ce sont les populations qui trinquent. [...] (consulté en ligne sur <https://www.greenpeace.org/africa/fr/les-blogs/49002/inondations-au-cameroun-greenpeace-afrique-exige-une-reponse-efficace-et-rapide-de-la-part-du-gouvernement/> le 31 août 2021).

Cameroun: Ordre des avocats – Il y aura bien élection

Cameroon Tribune

31 Août 2021 – Hier à Yaoundé, un Conseil du barreau s'est tenu pour répondre à cette préoccupation, liée notamment à un appel à pétition lancé le 19 août dernier par un groupe d'avocats.

Des sons discordants s'élèvent au sein de l'Ordre des avocats du Cameroun depuis le 19 août dernier. En effet, un appel à pétition lancé à cette date par un collectif d'avocats exige l'organisation d'une assemblée générale extraordinaire de l'ordre des avocats, avec pour objectif l'élection d'un nouveau bâtonnier. Les initiateurs rappellent que la dernière assemblée générale organisée les 24 et 25 novembre 2018 avait élu le Conseil de l'Ordre et le bureau de l'Assemblée générale pour un mandat de deux ans. [...] (consulté en ligne sur <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/42065/en.html/ordre-avocats-du-cameroun-il-y-aura-bien> le 31 août 2021).

Cameroun: Une adolescente violée retrouvée pendue

Cameroon Tribune

31 Août 2021 – La petite Jessica ne retournera pas cette année à l'école auprès de ses camarades. L'adolescente de 13 ans a été retrouvée le 27 août dernier accrochée à une branche d'arbre au niveau de la cathédrale Sainte-Thérèse de l'enfant Jésus de Garoua.

Dès l'annonce de la macabre découverte, l'esplanade de l'église catholique a été prise d'assaut par une foule venue s'enquérir de la situation. La mère de l'enfant, une vendeuse de poisson braisé bien connue au marché de Yelwa, était inconsolable. [...] (consulté en ligne sur <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/42067/en.html/garoua-une-adolescente-retrouvee-pendue> le 31 août 2021).

Cameroun: Un prêtre enlevé dans le sud-ouest du pays

RFI

31 Août 2021 – Monseigneur Julius Agbortoko, vicaire général du diocèse de Mamfé, a été kidnappé par des hommes armés dimanche soir, dans le département de Manyu, dans une région anglophone en crise séparatiste.

Vers 18 heures dimanche, Monseigneur Julius Agbortoko revient d'un séjour dans la localité voisine de Kokobuma, où il avait assisté à l'inauguration d'un nouveau presbytère. Une demi-heure plus tard, selon le communiqué du diocèse, des jeunes hommes armés pénètrent dans le séminaire. Ils se présentent comme des « combattants séparatistes » et prennent d'abord la direction de la demeure de l'archevêque du diocèse, Monseigneur Lysinge. Mais les intrus se ravissent, croisant Monseigneur Agbortoko qu'ils jugent plus jeune et mieux portant que son aîné, et décident de l'enlever à la place de l'archevêque. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210831-un-pr%C3%AAtre-enlev%C3%A9-dans-le-sud-ouest-du-cameroun> le 31 août 2021).

Cameroun: Fadi Maloum ou la lutte pour la dignité

DW

30 Août 2021 – Dans l'Extrême-Nord du Cameroun, Fadi Maloum est sans nouvelles de son époux depuis sept ans. Handicapée, elle lutte quand même au quotidien, pour sa famille.

Dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, des milliers de femmes ont perdu leurs maris, morts ou disparus au cours du conflit qui oppose les forces gouvernementales à la secte Boko haram.

Fadi Maloum, mère de 45 ans, est ainsi sans nouvelles de son mari depuis sept ans. Disposant de faibles revenus et malgré son handicap lié à un accident de circulation, elle réussit toutefois à élever ses cinq enfants [...] (consulté en ligne sur <https://fr.allafrica.com/stories/202108310386.html> le 31 août 2021).

Cameroun: Pression sur les ONG dans un pays en conflit

RFI

30 Août 2021 – Le Cameroun et l'Éthiopie ont restreint ces derniers temps les activités de certaines ONG. Les conséquences sont parfois dramatiques pour les populations.

Au Cameroun, le ministre de l'Administration territoriale Paul Atanga Nji revient à la charge contre les organisations non gouvernementales étrangères. Celles-ci doivent fournir d'ici à la fin du mois de septembre, des informations sur leurs activités et les contrats de travail de leurs employés locaux. [...] (consulté en ligne sur <https://fr.allafrica.com/stories/202108310343.html> le 31 août 2021).

Chad: Sudan-Chad Border Security Talks Begin in Khartoum

Radio Dabanga

30 August 2021 - Khartoum — A round of bilateral talks between the respective transitional governments of Sudan and Chad, ostensibly to discuss security issues and challenges facing the neighbouring countries due to terrorism and extremist groups, began in Khartoum yesterday.

The head of Sudan's Sovereignty Council, Gen Abdelfattah El Burhan, received the Chadian delegation led by Gen Mohamed Idris Deby, head of the Chad Transitional Military Council, who arrived in Khartoum on Sunday morning, with the participation of the ministers concerned with security matters, and leaders of the security services. [...] (Accessed online at <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/sudan-chad-border-security-talks-begin-in-khartoum> on 31 August 2021).

Chad: Troops Eliminate 43 Terrorists in Lake Chad Region

Premium Times

26 August 2021 - "At the end of the encounter, a total of 43 dead bodies of BHT/ISWAP insurgents were scattered around the engagement areas..."

Troops of the Multinational Joint Taskforce (MNJTF), have on Wednesday eliminated a total of 43 Boko Haram/Islamic States West Africa Province (ISWAP) terrorists in Diffa, Niger Republic.

The Chief of Military Public Information for MNJTF, Muhammad Dole, disclosed this in a statement on from N'Djamena, Chad.

Mr Dole, a colonel, said, "the troops of Sector 4 Diffa, displayed uncommon acts of gallantry and bravery when their location was attacked by BHT/ISWAP criminals in the early hours of Wednesday." [...] (Accessed online at <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/481294-troops-eliminate-43-terrorists-in-lake-chad-region.html> on 31 August 2021).

Congo: Droits des enfants – Les habitants de Ouenzé sensibilisés aux arrestations illégales des mineurs

[Les Dépêches de Brazzaville](#)

31 Août 2021 – A l'initiative de l'Association les amis des enfants (AAE), les chefs des dix quartiers qui comptent le 5^e arrondissement de Brazzaville, Ouenzé, ainsi que les représentants des parents d'enfants, ont été sensibilisés, le 28 août, à la problématique des arrestations illégales des mineurs.

La séance de sensibilisation, financée par l'Union européenne via les ONG Agir ensemble pour les droits humains et l'Observatoire congolais des droits de l'homme, vise le renforcement des capacités des participants sur les textes portant protection des droits de l'enfant. [...] (consulté en ligne sur <https://www.adiac-congo.com/content/droits-des-enfants-les-habitants-de-ouenze-sensibilises-aux-arrestations-illegales-des> le 31 août 2021).

Congo: Talangai – La population inquiète de la recrudescence du banditisme

[Les Dépêches de Brazzaville](#)

31 Août 2021 – Les habitants des quartiers Petit Chose et Maman Mboulé, dans le 6^e arrondissement de Brazzaville, ont interpellé, le 30 août, leur député, Isidore Lenga, sur la résurgence de la criminalité. Ils appellent le gouvernement à prendre des mesures qui s'imposent afin de les sécuriser.

La population de Petit Chose et Maman Mboulé s'exprimait à la faveur de la descente parlementaire qu'a effectuée son député, Isidore Lenga. L'élu du peuple y était pour faire le point de la douzième session ordinaire administrative clôturée le 13 août dernier. Il a dit à ces mandants que dix affaires ont été adoptées au cours de cette session, sur les treize inscrites dans le calendrier. Parmi les lois approuvées, il a cité, entre autres, le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2021. [...] (consulté en ligne sur <https://www.adiac-congo.com/content/talangai-la-population-inquiete-de-la-recrudescence-du-banditisme-130111> le 31 août 2021).

Congo: Examens d'Etat – Le pourcentage des élèves autochtones s'accroît

[Les Dépêches de Brazzaville](#)

31 Août 2021 – Le rapport annuel de l'ONG Espace Opoko, organisation de la société civile congolaise qui soutient depuis 2012 à cent pour cent l'éducation des enfants autochtones de l'école primaire jusqu'à l'université, fait état d'une avancée significative en ce qui concerne les élèves autochtones du département de la Lékoumou. [...] (consulté en ligne sur <https://www.adiac-congo.com/content/examens-detat-le-pourcentage-des-eleves-autochtones-saccroit-130102> le 31 août 2021).

DR Congo: Limiting Presidential Eligibility Could Drive Deep Divides in the DRC

[ISS](#)

31 August 2021 – ANALYSIS - Early in July, Noel Tshiani, a 2018 presidential candidate with the support of some Members of Parliament, proposed amending the legislation governing who is eligible to hold high office in the Democratic Republic of the Congo (DRC). Tshiani suggests that candidates for presidential elections or leaders of

state institutions such as the National Assembly and the Senate should be DRC citizens born of Congolese parents.

Over the past few weeks, the debate around the issue has polarised the country again. Supporters of the proposed law argue that it seeks to protect the presidency and limit access to power by alleged foreigners or Congolese with dual citizenship. They say it will protect the DRC's sovereignty and limit the risk that bi-nationals might not remain loyal to the country's interests. [...] (Accessed online at <https://www.issafrika.org/iss-today/limiting-presidential-eligibility-could-drive-deep-divides-in-the-drc> on 31 August 2021).

RCA : Le procès de deux chefs anti-balaka reprend à La Haye

RFI

30 Août 2021 – À La Haye, les audiences dans l'affaire centrafricaine Alfred Yekatom Rhombot/Patrice Edouard Ngaïssona ont repris ce lundi 30 août après avoir été levées en juin. Un 16e témoin, placé sous anonymat, a été interrogé sur les attaques dans la région de Bossangoa pendant l'année 2013.

Elle est présentée comme le témoin P-2462. Ce lundi, en audience publique, elle raconte sa fuite vers la résidence de l'imam lors de l'attaque de Bossangoa le 5 décembre 2013, sa vie de déplacée à l'intérieur de la ville puis au Tchad. À La Haye, les questions aux témoins sont souvent précises. La Cour les interroge sur les auteurs de crimes ou leurs complices, pour certains sans doute encore actifs. Les réponses du témoin P-2462 sont souvent courtes, empreintes d'émotion. Mais le plus souvent, c'est à huis-clos qu'elle a fait le récit des événements : sa maison brûlée, et puis son viol... [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210830-centrafrique-le-proc%C3%A8s-de-deux-chefs-anti-balaka-reprend-%C3%A0-la-haye> le 31 août 2021).

RCA : La Commission vérité aux pieds d'argile

JusticeInfo.Net

30 Août 2021 – Officiellement une « Commission vérité, justice, réparation et réconciliation » est entrée en fonction en juillet à Bangui, après la prestation de serment de ses membres et l'élection de son bureau. Sans locaux, sans budget et sans la paix, certains s'inquiètent qu'elle ne devienne une nouvelle coquille vide, à l'instar de la Cour pénale spéciale de Centrafrique.

Les têtes sont nommées, les pieds sont d'argile. « Nous sommes déjà à pied d'œuvre. Il faut commencer », déclare Marie-Edith Douzima. Cette avocate connue pour avoir représenté les victimes dans le fiasco de l'affaire Jean-Pierre Bemba à la Cour pénale internationale vient d'être portée à la tête de la nouvelle Commission vérité, justice, réparation et réconciliation (CVJRR), dans un pays meurtri par les coups d'État à répétition et les années de guerre civile. [...] (consulté en ligne sur <https://www.justiceinfo.net/fr/81280-centrafrique-commission-verite-pieds-argile.html> le 31 août 2021).

RCA : Deux explosions de mines font des victimes à Ngaoundaye

Les Dépêches de Brazzaville

28 Août 2021 – Plusieurs personnes ont trouvé la mort, le 25 août à Ngaoundaye et ses alentours, dans la préfecture de l'Ouham-Pende suite à deux explosions de mines. Une information confirmée par des sources locales jointes au téléphone par le Réseau des journalistes pour les droits de l'homme.

Les deux explosions ont coûté la vie à des jeunes conducteurs de moto. La première explosion s'est produite à environ deux kilomètres de la ville de Ndim où un conducteur de moto, transportant un fût de carburant, a péri. L'acte s'est produit dans la journée du 25 août aux environs de 8h, confie une autorité locale. Le conducteur de la moto, selon des sources locales, a quitté Ngaoundaye pour Ndim faisant partie d'un convoi de quatre motos [...] (consulté en ligne sur <https://www.adiac-congo.com/content/centrafrique-deux-explosions-de-mines-font-des-victimes-ngaoundaye-130039> le 31 août 2021).

RCA : L'OIM au secours des sinistrés du village de Bossongo Café

Les Dépêches de Brazzaville

28 Août 2021 – Après les inondations, soixante-onze ménages ont reçu une assistance en matériels essentiels de ménage de la part de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), à travers son partenaire d'exécution d'activités Collectif pour la paix en Centrafrique (CPCA).

Dans le village de Bossongo Café, à 55 km de Bangui axe Mbaïki, les habitants ont été victimes d'inondations à la suite du manque d'un système de canalisation et d'évacuation d'eau dans le village. Le 25 août, soixante-onze ménages ont reçu une assistance en matériel essentiel. Le kit est composé d'un seau de quinze litres et d'un bidon d'eau de vingt-cinq litres, de savon, d'une moustiquaire, d'une natte, d'une couverture, d'ustensiles de cuisine et d'une bâche. La distribution de ce matériel a été précédée d'une séance de sensibilisation au respect des mesures barrières à la pandémie de covid-19 et la remise d'un kit de protection. [...] (consulté en ligne sur <https://www.adiac-congo.com/content/centrafrique-loim-au-secours-des-sinistres-du-village-de-bossongo-cafe-130038> le 31 août 2021).

RCA : La plupart des handicaps suite à des blessures pourraient être évités (ONG)

RFI

27 Août 2021 – Accidents de la route, blessures liées aux conflits... L'ONG Humanité et Inclusion (ex-Handicap International) estime que 80% de personnes blessées qui développent un handicap permanent aurait pu être évité.

Humanité et Inclusion déplore que près de 80% des victimes de blessures développent un handicap permanent qui aurait pu être évité. Notamment, faute d'une prise en charge précoce : « Une blessure, par exemple à la jambe, si elle n'est pas prise suffisamment tôt, il y a d'abord le risque qu'il y ait une infection qui se généralise, et que finalement au moment de la prise en charge, une amputation soit nécessaire pour le patient. Et, de fait, l'apparition d'un handicap permanent », explique à Charlotte Cosset, du service Afrique, Vincent Rouvier, le directeur d'Humanité et Inclusion en Centrafrique [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210827-rca-la-plupart-des-handicaps-suite-%C3%A0-des-blessures-pourraient-%C3%AAtre-%C3%A9vit%C3%A9s-ong> le 31 août 2021).

RD Congo : L'ancien ministre des Droits humains, André Lite, se défend de toute malversation

RFI

31 Août 2021 – Y a-t-il eu détournements de fonds alloués aux victimes des guerres de Kisangani, la capitale de la province de la Tshopo, théâtre, il y a vingt ans, d'affrontements des armées rwandaise ou ougandaise ? Selon les informations de RFI, Walle Lufungula, gouverneur de cette province, fait l'objet d'une plainte introduite à la Cour de cassation pour tentative de détournement d'un montant de 21 000 dollars environ. Le nom de l'ancien ministre des Droits humains, André Lite, avait également été cité dans ce dossier, mais ce dernier assure qu'il s'agit d'allégations sans fondement. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210831-rdc-l-ancien-ministre-des-droits-humains-andr%C3%A9-lite-se-d%C3%A9fend-de-toute-malversation> le 31 août 2021).

RD Congo : Perquisition à Kinshasa au domicile du général en fuite John Numbi

RFI

31 Août 2021 – Un armement lourd a été découvert dans la résidence qu'occupait le général déserteur John Numbi à Kinshasa. Un arsenal à même d'équiper tout un bataillon, selon des sources militaires. Les services de l'urbanisme se sont adressés à la justice militaire pour récupérer le bien où habitait le général 4 étoiles, une maison de l'État sans titre ni garantie.

Deux jeeps de la police militaire, deux autres avec des éléments de l'auditorat militaire et quelques agents du ministère de l'Urbanisme et habitat se sont présentés au domicile qu'a occupé John Numbi, l'un des plus gradés de l'armée en RDC. John Numbi, général 4 étoiles, habitait la maison sur l'avenue des Orangers. Il s'est installé dans cette villa dès son arrivée en 1997 à Kinshasa après la prise de pouvoir par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL). [...] (consulté en ligne sur

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210831-rdc-perquisition-%C3%A0-kinshasa-au-domicile-du-g%C3%A9n%C3%A9ral-en-fuite-john-numbi> le 31 août 2021).

RD Congo : Un nouveau dispositif DDR, des questions sur son coût

RFI

31 Août 2021 – Un mois après la nomination des membres du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire (P-DDRCS) en RDC, un nouveau dispositif a été créé dans le cadre du DDR (désarmement, démobilisation et réinsertion) Une initiative qui suscite beaucoup d'espoir, mais jusqu'à ce stade, on ne sait toujours pas combien il coûte

Une première feuille de route de trois mois a été élaborée par la nouvelle équipe. Elle est axée sur l'état des lieux à travers des descentes sur le terrain. Ce nouveau dispositif est appelé à être l'un des maillons forts de la stratégie de lutte contre les groupes armés et l'un des piliers du développement économique durable des régions de l'Est de la RDC. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210831-rdc-un-nouveau-dispositif-ddr-des-questions-sur-son-co%C3%BBt> le 31 août 2021).

RD Congo : Fin de la mission humanitaire et sécuritaire/Ituri et Nord-Kivu – Sama Lukonde persuadé de relever les défis fixés

La Prospérité

31 Août 2021 – Le Premier Ministre Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge est rentré à Kinshasa, mardi 24 août 2021 dans la soirée, après une importante mission sécuritaire et humanitaire effectuée tour à tour à Bunia dans la province de l'Ituri et à Beni, dans le Nord-Kivu.

Durant son séjour dans ces deux provinces sous état de siège, décrété par le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le Chef du Gouvernement a conféré avec les forces vives de ces deux provinces qu'il a sensibilisées pour leur soutien aux opérations menées par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo dans le cadre de l'état de siège. [...] (consulté en ligne sur <https://laprosperiteonline.net/2021/08/31/nation/fin-de-sa-mission-humanitaire-et-securitaire-ituri-et-nord-kivu-sama-lukonde-persuade-de-relever-les-defis-fixes/> le 31 août 2021).

RD Congo : Pollution des eaux à Tshikapa – Les experts ont près d'une semaine pour présenter les résultats de leurs analyses

Les Dépêches de Brazzaville

30 Août 2021 – Ces résultats constitueront le soubassement des discussions dans le cadre d'une mission conjointe RDC-Angola. Et le Congo, de son côté, prône déjà sur le principe du pollueur-payeur.

Une mission gouvernementale vient de séjourner à Tshikapa, dans la province du Kasai. Dans ses devoirs, cette mission devrait évaluer la situation de la pollution des eaux des rivières Tshikapa et Kasai, proposer des solutions ainsi que, dans le cadre de l'aspect humanitaire, apporter un réconfort et le soutien du gouvernement aux populations impactées par cette situation. [...] (consulté en ligne sur <https://www.adiac-congo.com/content/pollution-des-eaux-tshikapa-les-experts-ont-pres-dune-semaine-pour-presenter-les-resultats> le 31 août 2021).

RD Congo : Le gouvernement interdit la consommation des eaux des rivières Kasai et Tshikapa

RFI

29 Août 2021 – En République démocratique du Congo (RDC), première mission gouvernementale dans la région du Kasai après la pollution des rivières Kasai et Tshikapa par des substances toxiques déversées dans ces cours d'eau par des complexes miniers depuis l'Angola d'où ces rivières tirent leur source.

Vendredi, lors de la réunion du conseil des ministres, le gouvernement a appelé les populations à ne pas consommer l'eau polluée. Car les dégâts sont énormes : des eaux ont perdu leur couleur, les animaux

aquatiques morts. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210829-rdc-le-gouvernement-interdit-la-consommation-des-eaux-des-rivi%C3%A8res-kasa%C3%AF-et-tshikapa> le 31 août 2021).

RD Congo : Deux gouverneurs de province poursuivis pour malversations

RFI

29 Août 2021 – L'Inspection générale des finances congolaise a mis Atou Matubuana, gouverneur du Kongo-Central et Wale Lufungula de la Tshopo à la disposition de la justice. Le premier est suspecté du détournement de plus de cinq millions de dollars. Le second est accusé de tentative de détournement en complicité avec un ancien ministre.

Le gouverneur du Kongo-Central ne peut pas sortir du territoire congolais. C'est l'instruction donnée par la Direction générale de migration (DGM) à tous ses services. Atou Matubuana n'est pas le seul. Quatre de ses collaborateurs, dont son directeur de cabinet, sont également concernés par cette décision. Et la note demande à tous les services frontaliers d'appréhender les concernés et de les acheminer sous bonne escorte à l'état-major de la DGM en cas de non-respect de cette interdiction. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210829-rdc-deux-gouverneurs-de-province-poursuivis-pour-malversations> le 31 août 2021).

RD Congo : Nouvelle arrestation dans l'affaire Chebeya

RFI

25 Août 2021 – Une nouvelle arrestation a eu lieu dans le cadre de l'affaire Floribert Chebeya, l'activiste des droits de l'homme assassiné avec son collaborateur Fidèle Bazana en juin 2010 dans les installations de la police nationale. Le brigadier-chef Ngoy Ilunga Doudou, en cavale depuis 11 ans, a été appréhendé mardi 24 août à Lubumbashi.

Les enquêteurs étaient sur ses traces depuis plusieurs jours. Ils ont interpellé mardi à Lubumbashi le brigadier-chef Ngoy Ilunga Doudou au moment où il s'est présenté pour toucher sa solde. Après une petite résistance, Doudou Ngoy Ilunga s'est finalement laissé faire.

Il a été transféré à Kinshasa le jour même dans la soirée et mis à la disposition de la justice. Ce policier était positionné à Kasumbalesa, à la frontière avec la Zambie, et était en cavale depuis 11 ans. Il rejoint ainsi en prison à Kinshasa le général Djadjidja, le colonel Mukalay, le major Kenga Kenga et le policier Mugabo. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210825-rdc-nouvelle-arrestation-dans-l-affaire-chebeya> le 31 août 2021).

Rwanda : La justice française juge « irrecevable » la demande de non-lieu d'Agathe Habyarimana

RFI

30 Août 2021 – La veuve de l'ex-président rwandais Juvénal Habyarimana fait l'objet d'une enquête depuis 2007 pour « complicité de génocide et de crime contre l'humanité ». Elle est soupçonnée d'être l'un des cerveaux du génocide qui a coûté la vie à plus de 800 000 Tutsis, en 1994.

Après 14 ans de procédure, la Cour d'appel de Paris a déclaré ce lundi « irrecevable » la demande de non-lieu des avocats d'Agathe Habyarimana. Cette décision ne satisfait finalement personne. Alain Gauthier, président du collectif des parties civiles pour le Rwanda qui a porté plainte dans cette affaire, la considère a minima, voire ambiguë. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210830-rwanda-la-justice-fran%C3%A7aise-juge-irrecevable-la-demande-de-non-lieu-d-agathe-habyarimana> le 31 août 2021).

Rwanda: Health Ministry Dismisses Corruption Allegations in Placement of Doctors

The New Times

30 August 2021 - Following a video that made rounds on local YouTube channels making claims of corruption in placement of medical doctors in government hospitals, the health ministry has dismissed the allegations.

Uploaded on August 27, the "reporter" in the video read a letter from an unidentified doctor who claimed she was fairly dismissed from her job because she did not give bribes to her employers. [...] (Accessed online at <https://www.newtimes.co.rw/news/health-ministry-dismisses-corruption-allegations-placement-doctors> on 31 August 2021).

Rwanda: Gatsibo – Over 5,000 Genocide Victims Accorded Decent Burial

The New Times

29 August 2021 - Genocide survivors and the leadership of Gatsibo District on Saturday, August 29 laid to rest 5,269 victims of the 1994 Genocide against Tutsi, in the upgraded memorial site of Kiziguro. Many of the victims were exhumed from a mass grave that was in the premises of the Kiziguro Genocide memorial. Others numbering 254 were relocated from Bugarura memorial while others were relocated from homes. This makes Kiziguro memorial home to 20,123 victims. [...] (Accessed online at <https://www.newtimes.co.rw/news/gatsibo-over-5000-genocide-victims-accorded-decent-burial> on 31 August 2021).

Rwanda : L'avocat et les proches de Paul Rusesabagina demandent son transfèrement à Bruxelles

RFI

26 Août 2021 – Paul Rusesabagina, opposant à Paul Kagame, qui avait acquis la nationalité belge, est actuellement jugé pour terrorisme à Kigali. Le verdict de son procès est attendu le 20 septembre. Il encourt la prison à vie.

Connu pour avoir sauvé la vie d'un millier de personnes lors du génocide des Tutsi en 1994, Paul Rusesabagina dont l'histoire a inspiré le film hollywoodien Hotel Rwanda - a ensuite quitté le pays avant de passer dans l'opposition à Paul Kagame. Il vivait en exil lorsqu'il y a un an, alors qu'il voyageait à Dubaï, il est arrêté et amené de force à Kigali. Un enlèvement selon ses proches. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210826-rwanda-l-avocat-et-les-proches-de-paul-rusesabagina-demandent-son-transfert-a-bruxelles> le 31 août 2021).

Sao Tome & Principe : La situation politique du pays préoccupe la CEEAC

Les Dépêches de Brazzaville

27 Août 2021 – Le président de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Gilberto da Piedade Verissimo, a effectué, du 19 au 22 août, une visite de travail à São Tomé, pour s'informer de la situation politique suite à la publication des résultats du premier tour de la présidentielle du 18 juillet dernier.

Le président de la Commission de la CEEAC a réservé la primeur de l'information aux représentants permanents des Etats membres de la CEEAC, notamment les ambassadeurs, chargés d'affaires et autres diplomates. [...] (consulté en ligne sur <https://www.adiac-congo.com/content/sao-tome-et-principe-la-situation-politique-du-pays-preoccupe-la-ceeac-130023> le 31 août 2021).

Tchad : Des combattants en Libye souhaitent rentrer au pays

RFI

30 Août 2021 - Au Tchad, à la frontière avec la Libye, de nombreux combattants, exerçant pour certains au sein des milices libyennes, rongent leur frein depuis quelques mois pour rentrer au pays. À l'origine de cette envie de retour, le décès de l'ancien président Idriss Deby, mais surtout l'appel de la junte au pouvoir à tous les mouvements armés pour une réconciliation nationale.

Ils se trouvent à Misrata, Benghazi, Trablouss ou Sebha en territoire Libyen et exercent comme supplétifs dans les rangs du maréchal Haftar ou ceux du gouvernement de Tripoli reconnu par la communauté internationale. Depuis quelques mois, ils sont des milliers à souhaiter rentrer au pays, mais font face à des incertitudes : comment rentrer sans se faire arrêter ? Qu'est-ce que le conseil militaire de transition propose à chaque combattant pour sa réinsertion ? [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210830-tchad-des-combattants-en-libye-souhaitent-rentreer-au-pays> le 31 août 2021).

Tchad : Tensions sociales dans l'industrie pétrolière

RFI

28 Août 2021 - Au Tchad, le pétrolier ExxonMobil est à couteau tiré avec ses employés. La multinationale américaine, qui exploite le bassin pétrolier de Doba dans le sud du pays, a annoncé, il y a quelques mois, son intention de vendre ses actifs à une entreprise anglaise.

Mais les conditions de ce départ n'arrangent pas les employés qui ont engagé un bras de fer avec la société américaine. Hier, les salariés ont même envahi la piste de l'aéroport du site pétrolier où devait atterrir le futur acquéreur. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210828-tchad-tensions-sociales-dans-l-industrie-p%C3%A9troli%C3%A8re> le 31 août 2021).

Tchad : Une délégation libyenne au Tchad pour évoquer la sécurisation des frontières

RFI

26 Août 2021 - Le vice-président du Conseil présidentiel libyen, Moussa Al-Koné Moussa, et le président du Conseil militaire de Transition, Mahamat Idriss Déby, se sont rencontrés à huis-clos mercredi. Parmi les questions évoquées : la relance de programmes commerciaux et économiques entre les deux pays. Mais aussi, et peut-être avant tout, les questions sécuritaires.

Au Tchad, c'est la première visite d'une délégation libyenne depuis la mort du président Idriss Déby. À travers cette rencontre, Ndjamena a annoncé sa volonté de relancer l'accord quadripartite entre la Libye, le Soudan, le Niger et le Tchad. Signé en 2018, cet accord doit permettre la mise en place d'une force mixte pour la sécurisation des frontières. La frontière tchado-libyenne, poreuse, s'étend sur plus de 1 000 kilomètres où groupes armés et jihadistes circulent. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210826-une-d%C3%A9l%C3%A9gation-libyenne-au-tchad-pour-%C3%A9voquer-la-s%C3%A9curisation-des-fronti%C3%A8res> le 31 août 2021).

Tchad : Un retour de présumés ex-rebelles qui ne convainc pas

DW

24 Août 2021 - Ils sont une vingtaine de Tchadiens à rentrer. Mais des chefs de l'UFR leur dénie tout lien avec le groupe, ce qui crée un doute sur ce retour.

Ils sont une vingtaine d'opposants se présentant comme des anciens membres de la rébellion de l'Union des forces de la résistance (UFR). Ils ont regagné ce mardi (24.08.2021) N'Djamena, la capitale tchadienne.

Selon eux, ce retour est rendu possible par la politique de la main tendue des autorités de la transition militaire. Or pour la direction de l'UFR, ces Tchadiens ne font plus partie de leur rang depuis longtemps. [...] (consulté en ligne sur <https://fr.allafrica.com/stories/202108250276.html> le 31 août 2021).

*For further information and to be included into our mailing list please contact
Alain Bertrand Kamdem, Communication and Advocacy Assistant: akamdemsouop@ohchr.org*